

L'édition publique et le parti pris de l'ignorance

La Documentation française, éditeur de référence de l'État, a pour mission d'informer les citoyens et de nourrir le débat public. Associée aux Journaux officiels, elle forme la Direction de l'information légale et administrative (Dila). À l'heure où l'info-divertissement et les fausses nouvelles gagnent un terrain inquiétant, cette voix ne semble pas de trop pour aider les Français à analyser et comprendre les grands défis contemporains. Sa direction semble cependant renoncer peu à peu à tenir son rôle dans l'arène publique, sous prétexte de modernisation et de passage au numérique.

Fin 2016, la direction de la Dila supprimait *Problèmes économiques*. Cette revue, pourtant très rentable financièrement, a formé depuis son origine en 1948 des centaines de milliers de citoyens et de décideurs. Elle a nourri un débat contradictoire, notamment (à travers l'éclairage apporté) par des articles issus de la presse étrangère. Si l'économie n'est pas au cœur du débat public aujourd'hui, quel domaine peut se targuer de l'être ?

Fin 2017, la direction de la Dila enterrait sa collection Réflexe Europe, le jour-même où le président Macron prononçait un discours enflammé sur l'Europe à la Sorbonne : "l'Europe (...) c'est notre histoire, notre identité, notre horizon, ce qui nous protège et ce qui nous donne un avenir". Cette collection posait pourtant des questions de fond : La construction européenne est-elle irréversible ? À quoi sert la Banque centrale européenne ? L'Europe peut-elle faire face à la mondialisation ? À croire que l'administration et les citoyens français comprennent si bien les rouages de l'Union européenne qu'ils peuvent désormais se dispenser d'y réfléchir.

Aujourd'hui, la *Documentation photographique*, revue d'histoire et de géographie depuis 1947, est sur la sellette, malgré ses ventes remarquables. La direction de la Dila estime qu'il n'est plus dans ses missions de s'interroger sur un passé trop lointain. Seul le contemporain comptera à présent. La géographie est à peine en meilleure posture. Priorité à la France et à la comparaison avec ses voisins proches, place au regard occidental-centré. Comme si le décentrement n'avait aucune valeur. Comme si la connaissance de l'autre, du différent, qu'il soit de jadis ou de là-bas, n'apportait pas un rapport au monde riche de pertinence et d'ouverture d'esprit.

Non, décidément, c'est le parti pris de l'ignorance qui semble ici être adopté. Renoncer à nourrir le débat public ici et maintenant, c'est manquer, pour la Documentation française, à sa mission essentielle. C'est, plus largement, renoncer à participer à la construction d'un avenir fondé sur le vivre ensemble. Il est temps de redonner à cette maison une ambition claire et réelle au service du débat public, donc de la démocratie.

Tribune parue dans Le Monde.fr le 17 avril 2018, à l'initiative des 7 membres démissionnaires du conseil éditorial de la Documentation Photographique : Raphaëlle Branche, Françoise Dieterich, Boris Grésillon, Pierre Méheust, Karim Merakchi, Olivier Milhaud et Pascal Orcier.